



## Parlons vrai

**PARLEMENT Il faut une démocratie vraiment représentative**

Par XAVIER FONTANET  
professeur associé à HEC

# Pour des députés entrepreneurs

**S**i Alexis de Tocqueville revenait parmi nous, il y a fort à parier qu'il serait interpellé par la composition de nos instances parlementaires. Représentent-elles en effet la composition de la société ? Ont-elles la variété d'expérience qui permet de faire face aux défis que la société a à relever ? Ont-elles en leur sein cette mixité citoyenne qui, par l'échange des vécus, permet aux Assemblées d'adopter les bonnes lois et au gouvernement, issu de leurs rangs, de prendre les bonnes décisions dans l'intérêt du pays ? Quand on regarde ce qui se passe actuellement, on peut sérieusement en douter.

La France est le pays au monde où la sphère publique occupe la plus grande part du PIB (56 %), et cette partie de la population est surreprésentée au Parlement. Elle détient de fait, que la majorité soit de droite ou de gauche, un quasi-monopole du gouvernement, en particulier celui des postes clés. Ce phénomène s'explique en grande partie par son statut. Le "candidat fonctionnaire" retrouve automatiquement son activité s'il est battu. Un avantage qui met la sphère privée en infériorité dans le jeu électoral.

Pourtant, nous sommes entrés dans une période où l'économie, la concurrence et la mondialisation, qu'on le veuille ou non, sont au centre des problématiques de nos sociétés. Par nature, la sphère publique ne subit pas directement les effets de la concurrence mondiale : elle vit de l'impôt. Ce sont les entreprises et leurs employés qui l'affrontent et qui vivent des ventes que leurs entreprises réalisent dans une concurrence de plus en plus ouverte. Le vécu de la

l'entreprise si on n'y a pas travaillé comme employé ou si on n'en a pas dirigé une équipe ? Peut-on comprendre la législation commerciale si on n'a pas été soi-même vendeur ? Peut-on comprendre la mondialisation si on n'a pas été soi-même expatrié ou si l'on n'a pas travaillé à



*La sphère publique vit de l'impôt. La sphère privée, de sa combativité face à la concurrence.*

STEPHANE DE SANCY/AFAP

l'étranger, souvent seul au début et parfois dans un milieu hostile ?

Encourageons donc la variété au Parlement. La société entière s'en portera mieux. Il faut que des personnes qui vivent la mondialisation y aient leur place. Pour mettre les deux sphères à égalité, introduisons une phrase dans la Constitution qui stipule que tout candidat issu de la fonction publique en démissionne dès qu'il devient député ou sénateur.

Un autre point mérite attention, et il ne s'agit absolument pas de mettre en cause l'éthique des élus. Mais en bonne gouvernance, un membre élu de la fonction publique devrait s'abstenir de voter tout ce qui touche de près ou de loin au budget ; en tant que fonctionnaire il ne peut pas faire abstraction du fait que, battu ou décidant de quitter la carrière politique, il compte sur la fonction publique pour retrouver une activité. Il est en complet conflit d'intérêts. Faisons en sorte qu'il intervienne dans le débat mais s'abstienne de tout vote touchant au budget.

**Cela va augmenter le risque de la carrière politique ?** eh bien, rémunérons honnêtement le risque pris ! Nous savons par ailleurs que nos parlementaires sont beaucoup plus nombreux que dans les autres pays ; ils sont 535 pour un peu plus de 300 millions d'habitants aux États-Unis, contre près de 1 000 pour 60 et quelques millions en France... c'est le cas extrême mais ça fait un ratio de 1 à 10... sans compter nos députés européens qui, eux aussi, votent nos lois ! Réduisons fortement le nombre de nos députés et de nos sénateurs et payons-les mieux, la marge de manœuvre est là pour réduire drastiquement le coût total des élus.

Dans un monde où plus rien n'est acquis, et dans cette période où il faut faire de grosses économies, personne ne peut éternellement camper sur ses positions. En faisant preuve dans cette affaire de flexibilité et de grandeur d'âme, nos élus montreront à toute la société qu'eux aussi savent se remettre en question... ●



**L'Assemblée nationale. Une majorité de fonctionnaires pour une minorité de chefs d'entreprise.**

mondialisation est dans la sphère privée. N'est-il pas, dès lors, très dangereux pour notre pays qu'en cette période d'énormes mutations le Parlement soit privé de cette expérience essentielle ?

Loin de moi l'idée de jeter la pierre à des personnes qui ont donné leur vie professionnelle à la recherche de l'intérêt général. C'est le système et l'uniformité qu'il crée qui pose problème. Peut-on réellement en effet compren-

